

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Cahier des clauses administratives particulières

MAITRISE D'ŒUVRE POUR
LA REHABILITATION PARTIELLE DU BATIMENT CHEZINE

la science pour la vie, l'humain, la terre

Centre Pays de la Loire – Service Déconcentré d'Appui à la Recherche - Service Achats Marchés

3 impasse Yvette cauchois
La Géraudière
44300 NANTES
Tél. : +33 (0)2 40 67 50 00

42 rue Georges Morel
CS 60057
49071 BEAUCOUZE
Tél. : +33 (0)2 41 22 56 00

Rejoignez-nous sur :



www.inrae.fr/centres/pays-loire/

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER – GENERALITES.....	4
Article 1 – Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Titulaire du marché	4
1.3 Sous-traitance.....	4
1.4 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux.....	4
1.5 Contenu des éléments de mission	4
1.6 Conduite d'opération.....	5
1.7 Contrôle technique.....	5
1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	5
1.9 Coordination Sécurité (CSPS).....	5
1.10 Mode de dévolution des travaux	5
Article 2 – Pièces constitutives du marché	5
2.1 Pièces particulières.....	5
2.2 Pièces générales.....	6
Article 3 – T.V.A.....	6
CHAPITRE II. - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	6
Article 4 – Forfait de rémunération.....	6
4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération	6
4.2 Dispositions diverses.....	6
4.3 Modifications de programme à l'initiative du maître d'ouvrage en cours d'exécution	7
Article 5 - Prix.....	7
5.1 Forme du prix.....	7
5.2 Mois d'établissement du prix du marché.....	7
5.3 Choix de l'index de référence	7
5.4 Modalités de révision des prix.....	7
Article 6 – Règlement des comptes du titulaire	8
6.1 Avance.....	8
6.1bis Avance aux sous-traitants.....	9
6.2 Acomptes.....	9
6.3 Solde.....	11
6.4 Délais de paiement et dispositions applicables en matière de facturation.....	12
CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	12
Article 7 – Délais – Pénalités phase « Etudes »	12

7.1 Etablissement des documents d'étude.....	12
7.2 – Réception des documents d'études.....	13
Article 8 – Délais – Pénalités Phase « Travaux ».....	14
8.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	14
8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	15
8.3 Instruction des mémoires de réclamation.....	16
CHAPITRE IV. - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	16
Article 9 – Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	16
CHAPITRE V. - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	18
Article 10 – Engagement du maître d'œuvre durant l'exécution des travaux.....	18
Article 11 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance.....	19
Article 12 – Mesures conservatoires.....	19
Article 13 – Ordres de service.....	19
Article 14 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	20
Article 15 – Suivi de l'exécution des travaux.....	20
Article 16 – Présence aux réunions de chantier et établissement des comptes-rendus de réunion.....	20
Article 17 – Remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE).....	20
Article 18 – Développement durable.....	21
Article 19 – Utilisation des résultats.....	21
Article 20 – Arrêt de l'exécution de la prestation.....	21
Article 21 – Achèvement de la mission.....	21
Article 22 – Résiliation du marché.....	21
22.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	22
22.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers.....	22
Article 23 – Clauses diverses.....	22
23.1 Conduite des prestations dans un groupement.....	22
23.2 Saisie-arrêt.....	22
23.3 Assurance.....	22
23.4 Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle.....	23
23.5 Clause de Réexamen.....	23
ARTICLE 24 – CONFIDENTIALITE.....	24
Article 25 – Dérogations au CCAG-Maitrise d'œuvre.....	25

CHAPITRE PREMIER – GENERALITES

Article 1 – Objet du marché – Dispositions générales

1.1 *Objet du marché*

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un **marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation partielle du bâtiment Chézine** du centre INRAE Pays de la Loire à Nantes.

1.2 *Titulaire du marché*

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'œuvre » sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3 *Sous-traitance*

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

1.4 *Catégorie d'ouvrages et nature des travaux*

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment : **réhabilitation**

L'opération s'inscrit en 2 phases de travaux. La première permettant la création d'espaces dans le bâtiment Chézine Nord en vue d'accueillir une petite partie des activités de Chézine Sud. Puis la réhabilitation des espaces du bâtiment Chézine Sud.

Une ou plusieurs réceptions partielles seront à prévoir pour mettre à disposition certains locaux. Cela permettra de maintenir une activité minimale scientifique.

Le RdC du bâtiment Chézine Sud restera occupé.

1.5 *Contenu des éléments de mission*

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R. 2431-5 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Diagnostic
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
APD	Etudes d'Avant-Projet Définitif
PRO	Etudes de Projet
ACT	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux
EXE / SYN	Etudes d'Exécution et de Synthèse
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
AOR	Assistance aux Opérations de Réception et de garantie de parfait achèvement

1.6 Conduite d'opération

Par délégation, la conduite d'opération est assurée par M. Doublen – Responsable travaux du Centre INRAE Pays de la Loire et Coordinateur pour ce projet.

1.7 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé qui sera désigné ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC n'est pas confiée au maître d'œuvre. Il sera désigné ultérieurement.

1.9 Coordination Sécurité (CSPS)

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, qui sera désigné ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.10 Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les entreprises de travaux les mieux classées pour certains lots, en présence du maître d'œuvre.

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- a. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- b. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- c. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- d. Le programme de l'opération (Tome 1, Tome 2 et Tome 3) ;
- e. Les autres pièces écrites et graphiques du Dossier de Consultation des Entreprises ;
- f. Les DOE existants du bâtiment à réhabiliter ;
- g. L'offre technique du maître d'œuvre.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G.-MOE.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors du mois de la remise des offres.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-Travaux)
- le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de Travaux de génie-civil en vigueur lors de la remise des offres.

Article 3 – T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

CHAPITRE II. - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 – Forfait de rémunération

4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

Le montant du marché fixé à l'acte d'engagement est provisoire.

- Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement par la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée dans l'acte d'engagement.

PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

Le forfait provisoire de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel de réalisation des travaux.

- Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération « t' » fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel de réalisation des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

4.2 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 figurant à l'article 2.1 dans l'acte d'engagement.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de réalisation des travaux fixe le forfait définitif de rémunération.

4.3 Modifications de programme à l'initiative du maître d'ouvrage en cours d'exécution

Si, en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme conduisant à des modifications dans la consistance du projet et/ou sur les délais, un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, qui définit par ailleurs leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux.

Article 5 - Prix

5.1 Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 5.4., ci-après.

5.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 2.1 dans l'acte d'engagement.

5.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est [Index divers de la construction – ING - Ingénierie – Base 2010](#) identifié sous le n° 001711010 sur le site de l'INSEE.

5.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 5.1., ci-dessus, est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,850 \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle :

I0 : index ingénierie du mois m0 (mois de la réception des offres) indiqué dans l'acte d'engagement ;

I_m : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit :

5.4.1 Pour les éléments d'étude DIAG, APS, APD, PRO et ACT :

a. Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage.

b. Durée d'exécution supérieure à un mois :

Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation.

5.4.2 Pour l'élément EXE / SYN

Pour chacune des parties de l'élément définies à l'art. 6.2.3 du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents ont été remis au maître d'ouvrage pour les postes a) & c) ET l'index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée pour le poste b).

5.4.3 Pour l'élément DET

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément au 6.2.4 ci-après.

5.4.4 Pour l'élément AOR :

Pour chacune des parties de l'élément définies à l'art. 6.2.5 du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents ont été remis au maître d'ouvrage pour les postes a), b) c) et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour le poste d).

5.4.5 Coefficients de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier index paru à la date d'émission de la facture.

Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés ;

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Article 6 – Règlement des comptes du titulaire

6.1 Avance

Une avance est versée au maître d'œuvre sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

L'avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00% du montant initial, TTC du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessous divisé par cette durée exprimée en mois (soit le produit de 5% par 12/N, N étant exprimé en mois s'il dépasse douze mois).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours calendaires à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Son montant ne sera ni révisé ni actualisé.

6.1bis Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R2193-10 et R.2193-17 à R.2193.21 du Code de la commande publique.

6.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions ci-après :

6.2.1. Pour l'établissement des documents d'études suivants :

Mission (s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG	A l'acceptation de l'étude par le maître de l'ouvrage	100%
APS	A l'acceptation de l'étude par le maître de l'ouvrage	100%
APD	A l'acceptation de l'étude par le maître de l'ouvrage	100%
PRO	A l'acceptation de l'étude par le maître de l'ouvrage	100%

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et acceptation par le maître de l'ouvrage telle que précisée à l'article 7.2.3., du présent CCAP.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant leur achèvement dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude et indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.2.2 Pour l'exécution de prestations ACT :

Mission (s)	Acompte(s)	Pourcentage
ACT	A l'acceptation du DCE par le maître de l'ouvrage	60%
	Après mise au point des marchés de travaux et acceptation des offres des entreprises par le maître de l'ouvrage	40%

6.2.3. Pour l'exécution de l'élément EXE / SYN

Mission (s)	Acompte(s)	Pourcentage
EXE / SYN	a) A l'acceptation du DCE par le maître de l'ouvrage	50%
	b) En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début	30%
	c) A la remise de la compilation des DOE de synthèse	20%

6.2.4. Pour l'exécution des prestations prévues dans l'élément DET

Mission (s)	Acompte(s)	Pourcentage
DET	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début	85%
	A la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final, du décompte général et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises	15%

6.2.5. Pour l'exécution des prestations de l'élément AOR

Mission (s)	Acompte(s)	Pourcentage
AOR Phase 1 – Chézine Nord	a) A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception	5%
	b) A l'acceptation des DOE définitifs par le maître de l'ouvrage	5%
	c) A l'achèvement des levées de réserves : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal qui lève la ou les dernières réserves de la phase 1.	10%
AOR Phase 2 – Chézine Sud	a) A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception	10%
	b) A l'acceptation des DOE définitifs par le maître de l'ouvrage	10%
	c) A l'achèvement des levées de réserves : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal qui lève la ou les dernières réserves de la phase 2.	55%
	d) A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage	5%

6.2.6. Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments, DIAG, APS seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel de réalisation des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIAG, APS.

6.2.7. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A. il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2. du présent CCAP.

d. Acompte périodique.

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2° L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente.
- 3° L'incidence de la T.V.A. ;
- 4° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1,2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

6.3 Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 27 le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.3.1. Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 11 du présent CCAP ;
- c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a diminué des postes b. et c. ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2. Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de bas hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;

g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

6.4 Délais de paiement et dispositions applicables en matière de facturation

Par application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de 30 jours calendaires maximum à compter de la réception de la demande de paiement dans les formes prescrites.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les demandes de paiement, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En outre, le titulaire est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises de travaux dans chorus pro et de les déposer avec son visa dans ce circuit dématérialisé.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 – Délais – Pénalités phase « Etudes »

7.1 Etablissement des documents d'étude

7.1.1. Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude et le point de départ de ces délais sont fixés dans l'acte d'engagement.

7.1.2. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, sans mise en demeure, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

- DIAG : 1/3 000
- APS : 1/3 000
- APD : 1/3 000
- PRO : 1/3 000
- EXE / SYN : 1/3 000
- ACT : 1/3 000
- DOE : 1/3 000

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, la pénalité est due dès le premier euro.

7.2 – Réception des documents d'études

7.2.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

7.2.2. Nombre d'exemplaires à fournir au Maître d'ouvrage

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et décision de réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

DOCUMENTS	Version papier		Version dématérialisée
	Pièces écrites	Pièces graphiques	
DIAG	2 exemplaires	3 exemplaires	Outre le support papier, le titulaire devra fournir une version dématérialisée des documents
APS	2 exemplaires	3 exemplaires	
APD	2 exemplaires	3 exemplaires	
Permis de construire	2 exemplaires	3 exemplaires	
PRO	2 exemplaires	3 exemplaires	
EXE / SYN	2 exemplaires	3 exemplaires	
DCE	2 exemplaires	3 exemplaires	

DOCUMENTS	Version papier		Version dématérialisée
	Pièces écrites	Pièces graphiques	
DOE	2 exemplaires	2 exemplaires	Outre le support papier, le titulaire devra fournir une version dématérialisée des documents

Le titulaire devra transmettre les plans dans une version compatible avec Autocad et en version PDF.

Le maître d'œuvre devra respecter la charte graphique de l'INRAE.

7.2.3. Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

En application de l'article 20.3.2 et par dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études pour toutes les phases, doit intervenir dans un délai de **3 semaines**, excepté pour l'APD qui nécessitera un délai supplémentaire pour une période de validation par la Direction INRAE national.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Article 8 – Délais – Pénalités Phase « Travaux »

8.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître d'ouvrage l'état d'acompte correspondant sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>, qu'il notifie à l'entrepreneur.

8.1.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel est fixé à 8 jours calendaires à compter de sa mise à disposition, sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>, par l'entrepreneur.

8.1.2. Pénalités pour retard

En cas de retard du fait de l'inobservation du délai maximum de 8 jours calendaires dans lequel il doit effectuer ses interventions ainsi que du fait de la non transmission de la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure, par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/3 000^e du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

La période d'application correspondante part du jour suivant l'expiration du délai précédent et s'achève le huitième jour suivant la date de transmission du décompte au maître d'ouvrage.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités} = \frac{M \times T \times (R + 8)}{360 \times 100}$$

dans laquelle :

M : montant de l'état d'acompte ;

T : En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

R : retard en nombre de jours calendaires.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, la pénalité est due dès le premier euro.

8.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

8.2.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 10 jours calendaires à compter de sa mise à disposition, sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>, par l'entrepreneur.

8.2.2. Pénalités pour retard

En cas de retard du fait de l'inobservation du délai maximum de 10 jours calendaires dans lequel il doit effectuer ses interventions ainsi que du fait de la non transmission de la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise, le maître d'œuvre encourt **sans mise en demeure**, par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/3 000^e du montant, en prix de base hors TVA, du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de la faire dans un délai qu'il fixe.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités} = \frac{M \times T \times (R+10)}{360 \times 100}$$

dans laquelle :

M : montant de l'état d'acompte ;

T : Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

R : retard en nombre de jours calendaires.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, la pénalité est due dès le premier euro.

8.3 Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1. Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 100€.

CHAPITRE IV. - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 – Engagement du maître d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel de réalisation des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux sur la base de l'exécution des études :

- d'Avant-Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après acceptation de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues ci-après. L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Le coût prévisionnel de réalisation des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ; OPC et SPS
- de la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- de tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 2.1 dans l'acte d'engagement.

Tolérance sur le coût prévisionnel de réalisation des travaux

Le coût prévisionnel de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **2 %**.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel de réalisation des travaux X (1 + taux de tolérance)

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux X coefficient de réajustement

- ✓ Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global des offres considérées comme les plus économiquement avantageuses par le maître d'ouvrage.
- ✓ Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 m0 (mois zéro = mois remise offres marché MOE) et de l'index BT01 m (mois m = mois remise offres marché travaux) ci-dessus.

Coefficient de réajustement = BT01 m0 / BT01 m

Dans le cas où l'index BT01 m n'est pas publié au moment du calcul du coefficient de réajustement, c'est le dernier index connu à la date de remises des offres travaux qui sera appliqué.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la procédure infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'accusé réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V. - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 10 – Engagement du maître d'œuvre durant l'exécution des travaux

Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux, sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **3 %**.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux X (1+ taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 11 - Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (Coût constaté – seuil de tolérance) x 10 %

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant des honoraires relatifs aux missions qui suivent l'Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (DET, EXE/SYN, AOR).

Article 12 - Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux supplémentaires ou indispensables vis-à-vis de la réglementation imputables au maître d'œuvre (hors travaux modificatif sur demande du maître d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 11 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission, EXE/SYN, DET et AOR.

CONTROLE FINANCIER DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage institue une procédure de contrôle continu des coûts afin d'engager à temps des actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux au fur et à mesure de l'avancement, que le maître d'œuvre transmet mensuellement au maître d'ouvrage.

Cet état en valeur mois zéro indique également le montant des modifications apportées au projet en distinguant :

- Les Travaux modificatifs sur demande du maître d'ouvrage,
- Les Travaux introduits par le maître d'œuvre du fait de travaux supplémentaires consécutifs à une omission, une imprécision, une erreur ou un aléa imputable au maître d'œuvre ou travaux indispensables notamment vis-à-vis de la réglementation.

Le montant de ces travaux sera pris en compte dans le coût constaté final des travaux.

Article 13 - Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'Exécution des Travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours calendaires dans les conditions précisées à l'article 3.8.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la date de démarrage de la période de préparation du chantier ;
- à la date de commencement des travaux
- à la date de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- à la modification de délai d'exécution ;
- à des prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ou modificatifs ; sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

Article 14 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Article 15 - Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent CCAP, la Direction de l'Exécution des Travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Article 16 - Présence aux réunions de chantier et établissement des comptes-rendus de réunion

Le maître d'œuvre est tenu d'animer, diriger, et d'assister aux réunions de chantiers hebdomadaires et d'établir les compte-rendu de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de 8 jours calendaires à compter de la date de la réunion.

Toute absence constatée à une réunion de chantier pourra être sanctionnée par une pénalité de 20 € HT.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, la pénalité est due dès le premier euro.

Article 17 – Remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)

Le titulaire s'engage à fournir à la fin de l'exécution des travaux, toute documentation et spécifications permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement de l'installation. Celles-ci sont rédigées ou traduites en langue française et fournies sans supplément.

Les opérations préalables à la réception seront soumises à la remise des DOE.

Dans un délai de 3 semaines à compter de sa remise, INRAE validera ou fera part de ses remarques auprès du titulaire.

La version définitive du Dossier des Ouvrages Exécutés sera à remettre au Pôle PMTI (Patrimoine, Maintenance, Travaux, Immobiliers) dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la validation par INRAE ; une version papier en 2 exemplaires et en version dématérialisée contenant les fichiers aux formats DWG, WORD, PDF, XLS. Les documents graphiques (plans) doivent être remis selon la charte graphique INRAE.

En cas de retard dans la remise du DOE **le jour des OPR** ou de la version définitive du Dossier des Ouvrages Exécutés, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer au maître d'œuvre une pénalité égale à 20 € HT par jour calendaire de retard sur la facture. Elle sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, la pénalité est due dès le premier euro.

Article 18 – Développement durable

Le titulaire s'assurera durant la suite de la procédure et tout au long de l'opération immobilière, de la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :

- Prise en compte de la diminution des rejets de CO2,
- Recyclage des consommables,
- Formation des salariés aux exigences environnementales.

Les actions suivantes sont prises en compte par le titulaire :

- L'amélioration de la performance énergétique du bâti compatible avec les objectifs 2050 du dispositif Eco Energie Tertiaire
- Le recours à des énergies renouvelables ;
- L'utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés ;
- L'amélioration passive du confort d'été

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions des articles 36 et 37 du CCAG-Travaux.

Article 19 - Utilisation des résultats

Le titulaire concède à titre exclusif ses droits de propriété intellectuelle au maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage veille particulièrement au respect du droit moral du maître d'œuvre sur l'ouvrage et le maître d'œuvre donne son accord pour permettre des adaptations aux modifications sans altération et dénaturation de l'œuvre ou qui auraient été rendues indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique.

Article 20 - Arrêt de l'exécution de la prestation

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques soit éléments de mission tels que définis à l'article 1.5. du présent CCAP.

Article 21 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 22 - Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-Maîtrise d'Œuvre avec les précisions suivantes :

22.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurent au crédit du maître d'œuvre à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre est fixé à 4 %.

22.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 29 et 30 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre est acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence constatant des offres inacceptables, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Article 23 – Clauses diverses

23.1 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-Maîtrise d'œuvre, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 32) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

23.2 Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

23.3 Assurance

Dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 du code civil et 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

23.4 Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

23.5 Clause de Réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Forfait définitif de rémunération en phase APD : La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le Maître de l'ouvrage des études d'avant-projet définitif et de l'engagement du Titulaire sur le coût prévisionnel définitif des travaux. Le nouveau taux de rémunération sera négocié entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre dans les cas limitatifs et exhaustifs suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage ou résultant d'un changement de réglementation ;
 - Dépassement du coût prévisionnel des travaux de plus de 15% par rapport à l'enveloppe financière des travaux fixée par le maître d'ouvrage
 - Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire en cours des études APS / APD, non prévue initialement.
- A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.** De même, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération. Le Titulaire devra faire une proposition argumentée et justifiée par référence aux prix du marché et aux éléments de missions à accomplir pouvant être impactés. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois MO indiqué dans l'acte d'engagement.

Rémunération complémentaire en phase PRO, ACT et exécution des travaux :

Le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant dans les cas suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage, ou résultant d'un changement de réglementation survenues après l'APD ;
- Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire après l'APD non prévue initialement.
- Au stade de la consultation des entreprises, acceptation de variantes par le Maître d'ouvrage qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études.
- Tout autre cas visé dans le présent CCAP. A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.

Hypothèses n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire : L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires de la Maîtrise d'œuvre. De même, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération.

Le Titulaire ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire :

- Pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le Maître de l'ouvrage ;
- Pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;
- Pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation concernant la sécurité contre l'incendie, mais non demandés explicitement par le Maître de l'ouvrage ;
- En cas de retard dans l'exécution des travaux, même par insuffisance des entrepreneurs ;
- En cas d'oubli ou d'erreur de la part du Titulaire dans ses études, ou dans la direction des travaux, y compris les retards dans l'exécution des travaux qui en découleraient.

ARTICLE 24 – CONFIDENTIALITE

SANS OBJET.

Article 25 - Dérogations au CCAG-Maitrise d'œuvre

Article du CCAG-Maîtrise d'œuvre auquel il est dérogé	Article du CCAP par lequel est introduite cette dérogation
16.2.1	7.2.1
16.2.1	16
16.2.1	17
16.2.4	7.1.2
16.2.4	8.1.2
16.2.4	8.2.2
20.4.2	7.2.1
21	7.2.3